



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

Rapport du Président

(En application des articles L.5211-36 et L2312-1 du code général des collectivités territoriales)

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3500 habitants, des Départements, des Régions et des Métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

De plus, pour les communes et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3500 habitants pour ce dernier, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

La délibération transmise 4 jours avant la séance du conseil communautaire est obligatoire et permet de prendre acte de la tenue du DOB. Elle permet de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres, et celui des communes au Président de l'EPCI dont la commune est membre, dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB.

Dans ce même délai, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au Département, à la Région ou au siège de l'EPCI. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... (*décret n°2016-841 du 24 juin 2016*).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après son adoption.

SOMMAIRE

1	L'évolution du contexte socio-économique national	4
1.1	France : vers un retour à la normale de l'activité économique.....	4
1.2	France : onde de choc amortie sur le marché du travail.....	4
1.3	France : une inflation transitoire qui se prolonge	4
2	Communauté de communes ; situation budgétaire et financière (rétrospective et prospective) – Budget principal.....	4
2.1	Le contexte local.....	5
2.1.1	Le périmètre de la communauté de communes	5
2.1.2	Les compétences de la communauté de communes	5
2.2	L'évolution des principaux agrégats	5
2.2.1	Evolution de la capacité d'autofinancement (2017-2021)	5
2.2.2	Evolution de la dette	6
2.2.3	Dette par prêteur au 1 ^{er} janvier 2022.....	6
2.2.4	Profil d'extinction de la dette.....	7
2.2.5	Ratio de désendettement au 31 décembre 2021	7
	7
2.3	Evolution de l'exécution budgétaire des exercices 2017 à 2021	8
2.3.1	Dépenses de fonctionnement.....	8
2.3.2	Recettes de fonctionnement.....	9
2.3.3	Dépenses d'investissement.....	9
2.3.4	Recettes d'investissement	10
2.3.5	Résultats 2017- 2021.....	10
2.4	Les orientations budgétaires pour 2022	11
2.4.1	Les grandes masses budgétaires prévisionnelles et principaux projets.....	11
2.4.2	Les principaux travaux en 2022	12
3	Les budgets annexes.....	15

1 [L'évolution du contexte socio-économique national](#)

1.1 France : vers un retour à la normale de l'activité économique

Malgré la quatrième vague épidémique, principalement portée par le variant Delta, l'impact économique de la crise sanitaire aura été nettement moins fort. Grâce à la progression de la vaccination contre le COVID 19, la plupart des restrictions sanitaires ont été levées entre mai et juin 2021, favorisant la reprise de l'activité en France. En stagnation au premier trimestre de l'année 2021, la croissance du PIB a été de 1.3% au second trimestre, et de 3% au troisième trimestre. Au trimestre 3 de 2021, le PIB s'est ainsi situé à 0.1% sous son niveau d'avant crise sanitaire (T4 2019). Le PIB devrait s'établir à 0.5 % au quatrième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre selon l'INSEE.

Après une croissance de 6.7% en 2021, la Banque de France table sur une progression de 3.6% en 2022, de 2.2% en 2023 et 1.4% en 2024 du Produit Intérieur Brut (PIB). (*source du 4 janvier 2022*).

1.2 France : onde de choc amortie sur le marché du travail

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie semble avoir été absorbé. Au Semestre 1 de 2021, 438 000 emplois ont été créés, permettant à l'emploi salarié de dépasser son niveau pré-pandémique dès juin 2021. Finalement, 222 000 emplois salariés auraient été créés entre fin 2019 et mi 2021, contre 270 000 par an en moyenne entre 2015 et 2019.

1.3 France : une inflation transitoire qui se prolonge

Après un épisode de baisse l'année dernière, de 1.5% en janvier 2020 et une variation sur l'année globale de 0.0 %, l'inflation IPC (indice des prix à la consommation) a progressivement regagné du terrain pour atteindre 2.6% en octobre 2021. C'est la composante énergie qui explique plus de la moitié de l'inflation observée en octobre (1.5 point).

L'inflation s'est avérée plus élevée que ce qui était précédemment anticipé, mais son caractère transitoire n'est pas remis en cause à ce stade. Toutefois, les incertitudes concernant les pénuries de certains biens intermédiaires, le niveau élevé des prix du gaz cet hiver, les risques de nouvelles ruptures des approvisionnements en cas de nouveau re confinements rendent les projections d'inflation plus incertaines et font indubitablement peser un biais haussier sur les prévisions. En moyenne annuelle, après 0.5% en 2020, l'inflation IPC (indice des prix à la consommation) atteindrait 1.6% en 2021 et 1.7% en 2022.

2 [Communauté de communes ; situation budgétaire et financière \(rétrospective et prospective\) – Budget principal](#)

2.1 Le contexte local

2.1.1 Le périmètre de la communauté de communes

La Communauté de Communes Albret Communauté a été créée le 1^{er} janvier 2017.

Elle est composée de 33 communes avec une population de 26307 habitants.

2.1.2 Les compétences de la communauté de communes

Les interventions de la Communauté de Communes s'inscrivent dans le cadre des statuts arrêtés par le représentant de l'Etat du Lot et Garonne.

La Communauté de Communes est régie par deux principes :

Le principe de spécialité :

Comme tous les établissements publics, l'EPCI est régi par le principe de spécialité. Il ne peut donc intervenir que dans le champ des compétences qui lui ont été transférées ou déléguées conformément aux règles posées par l'article L.5210-4 du code général des collectivités territoriales (principe de spécialité fonctionnelle) et à l'intérieur de son périmètre (principe de spécialité territoriale). Il ne peut donc intervenir, ni opérationnellement, ni financièrement, dans le champ de compétences que les communes ont conservées.

Le principe d'exclusivité :

En application de ce principe, les EPCI sont les seuls à pouvoir agir dans les domaines se rattachant aux compétences qui leur ont été transférées.

Les statuts ont fait l'objet de modifications par arrêté préfectoral du 8 juin 2020 afin de prendre en compte les évolutions réglementaires.

2.2 L'évolution des principaux agrégats

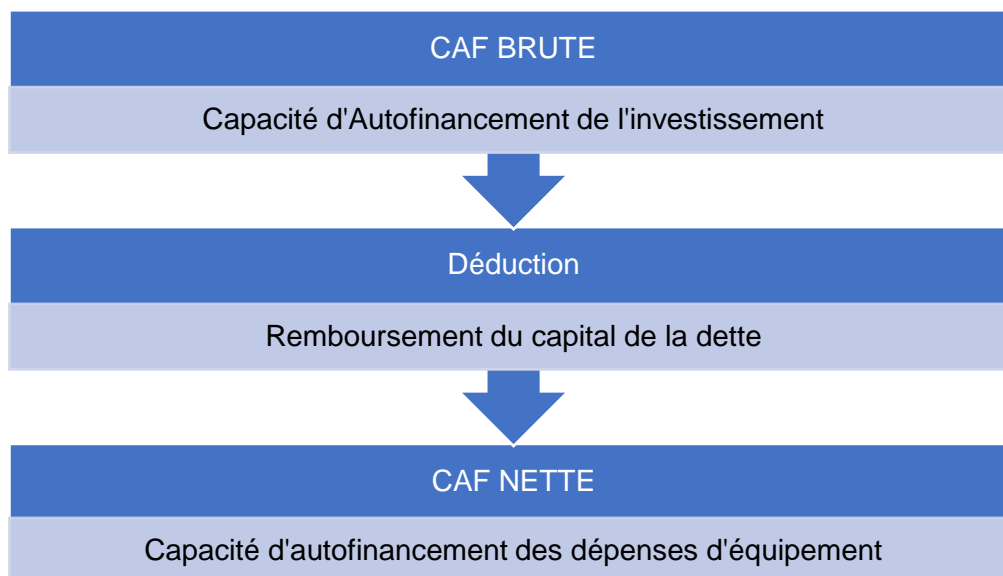
2.2.1 Evolution de la capacité d'autofinancement (2017-2021)

La capacité d'autofinancement correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers. Elle mesure la capacité de ce dernier à financer sur ses propres ressources les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes. Elle représente donc l'excédent de ressources internes dégagées par l'activité de l'établissement, et peut s'analyser comme une ressource durable.

Il faut distinguer la CAF brute de la CAF nette :

AR Prefecture

047-200068948-20220202-DE_001_2022-DE
 Reçu le 04/02/2022
 Publié le 04/02/2022



Année	CAF BRUTE	CAF NETTE
2017	1 389 671 €	633 088 €
2018	1 786 537 €	1 095 264 €
2019 (avec neutralisation de l'annul dble titre avant fusion)	1 830 124 €	1 386 196 €
2020	1 520 223 €	915 504 €
2021 (prévisionnel)	1 282 028 €	683 194 €

2.2.2 Evolution de la dette

Année	Encours au 31/12
2017	4 256 177 €
2018	3 682 468 €
2019	4 650 020 €
2020	4 568 686 €
2021	3 969 892 €

L'encours de la dette qui avait évolué de +7% de 2017 à 2020 avec un emprunt de 1.4 M€ en 2019 pour répondre aux observations des organismes de tutelle (CRC et DGFIP) afin de rétablir la situation de la collectivité post-fusion, et permettre également l'achat de matériels majeurs et les travaux dont les programmes étaient finalisés, est **en baisse de près de 9 % fin 2021 par rapport à l'encours constaté en 2017.**

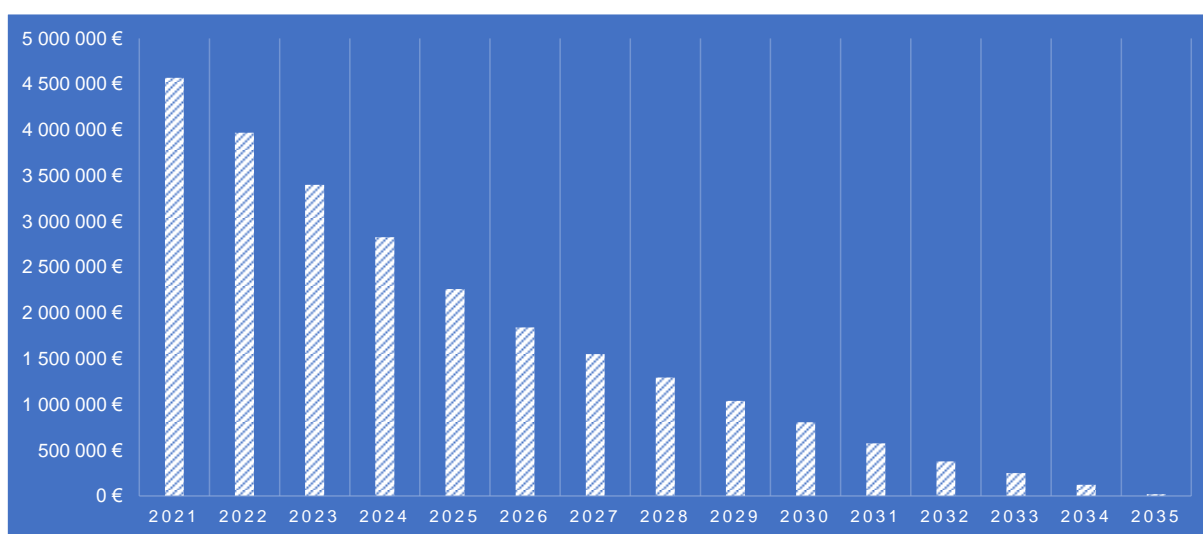
2.2.3 Dette par prêteur au 1^{er} janvier 2022

AR Prefecture

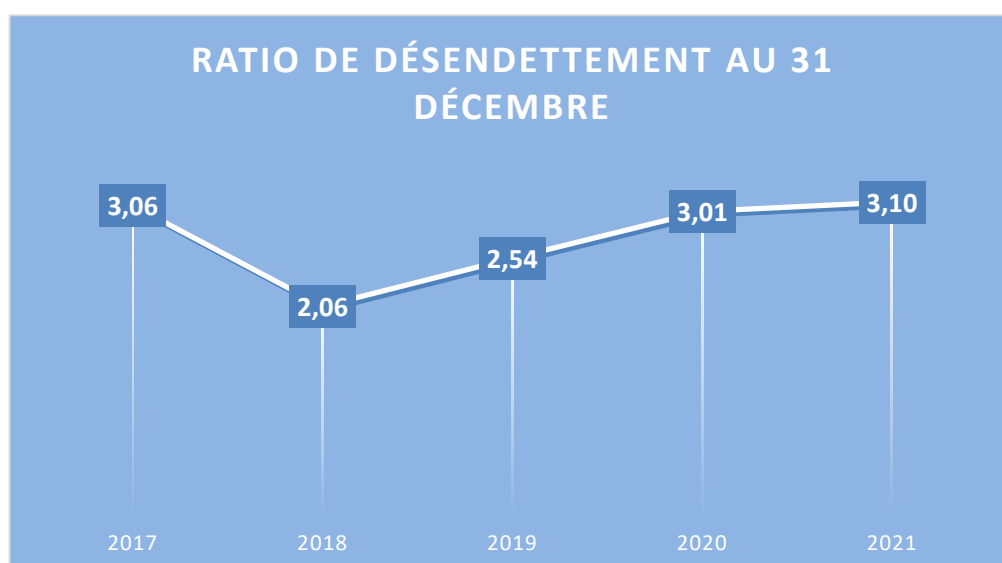
047-200068948-20220202-DE_001_2022-DE
Reçu le 04/02/2022
Publié le 04/02/2022

Prêteur	Capital restant dû (CRD) au 01/01/2022	% du CRD
Banque Populaire	126 531 €	3%
CAF	55 839 €	1%
Caisse d'Epargne	831 849 €	21%
Caisse Française de Financement Local (prêts de la Banque Postale et de Dexia)	2 868 153 €	72%
Crédit Agricole	87 520 €	2%
Ensemble des prêteurs	3 969 892 €	100%

2.2.4 Profil d'extinction de la dette



2.2.5 Ratio de désendettement au 31 décembre 2021



L'objectif du ratio de désendettement de 5 ans est maintenu en 2021 malgré une situation économique défavorable, et cela en respectant les engagements de la collectivité pour maintenir une dynamique du territoire.

Les dépenses non exécutées en 2020 pour raison de COVID, ont été reportées pour certaines en 2021. Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en 2021 est de 97 % contre 92 % en 2020, ce qui représente en valeur près de 800 K€ d'écart sur les deux années.

2.3 Evolution de l'exécution budgétaire des exercices 2017 à 2021

2.3.1 Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalise 2019	Réalise 2020	Réalise 2021
011	Charges à caractère général	2 247 954 €	2 564 022 €	2 531 747 €	2 544 063 €	2 791 347 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	4 035 291 €	4 291 702 €	4 721 048 €	4 932 719 €	5 162 292 €
014	Atténuations de produits	107 822 €	119 689 €	109 956 €	3 078 501 €	3 234 604 €
65	Autres charges de gestion courante	3 985 597 €	3 541 461 €	3 467 829 €	3 607 188 €	3 875 507 €
66	Charges financières	137 870 €	99 290 €	102 336 €	97 110 €	81 272 €
67	Charges exceptionnelles	- €	31 994 €	776 800 €	126 392 €	78 004 €
	Dépenses réelles	10 514 534 €	10 648 158 €	11 709 716 €	14 385 974 €	15 223 025 €
023	Virement à la section d'investissement		- €	- €		
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	778 803 €	842 095 €	224 446 €	299 280 €	271 718 €
	Total Général	11 293 337 €	11 490 253 €	11 934 162 €	14 685 253 €	15 494 743 €

Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 6 % par rapport à 2020 dont près de 300 K€ concernent des actions nouvelles portées par la collectivité (Ludoparc et Albret Jazz Festival) et l'impact de l'augmentation du carburant par exemple.

La part de la masse salariale sur le total des dépenses de fonctionnement est particulièrement bien maîtrisée puisque le ratio est en baisse par rapport à 2020 :

- 38 % en 2017
- 40 % en 2018
- 40 % en 2019
- 34 % en 2020
- 33 % en 2021

La baisse du ratio à partir de 2020 est liée au remboursement de la fiscalité suite au passage à la FPU. Les dépenses sont mécaniquement augmentées à partir de 2020 du fait du reversement de la fiscalité aux communes membres. Ainsi la part de la masse salariale s'en trouve plus faible par rapport aux dépenses de fonctionnement globales.

2.3.2 Recettes de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalise 2019	Réalise 2020	Réalise 2021
013	Atténuations de charges	181 192 €	154 922 €	207 212 €	180 571 €	171 807 €
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	851 908 €	391 640 €	541 375 €	406 409 €	548 454 €
73	Impôts et taxes	9 213 599 €	9 557 135 €	9 780 563 €	12 632 333 €	12 421 973 €
74	Dotations, subventions et participations	1 352 810 €	1 934 960 €	2 078 912 €	2 571 541 €	3 109 940 €
75	Autres produits de gestion courante	120 098 €	152 039 €	95 803 €	87 349 €	100 003 €
77	Produits exceptionnels	184 598 €	151 496 €	185 173 €	83 093 €	217 619 €
	Recettes réelles	11 904 205 €	12 342 192 €	12 889 039 €	15 961 297 €	16 569 795 €
002	Excédent de fonctionnement reporté	517 861 €	497 370 €	1 330 924 €	2 113 211 €	1 399 684 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	110 641 €	266 441 €	416 937 €	10 812 €	12 648 €
	Total Général	12 532 707 €	13 106 003 €	14 636 900 €	18 085 319 €	17 982 126 €

Les recettes réelles sont en évolution par rapport à 2020 de 4 %.

Une réforme sur la fiscalité des entreprises (impôts de production) concernant certaines entreprises industrielles et au profit de celles-ci, a été compensée par l'Etat.

Cela explique l'écart entre le réalisé du chapitre 73 et du Chapitre 74 par rapport aux prévisions. La CFE compensée est enregistrée sur le chapitre 74 (Compensation de l'Etat).

2.3.3 Dépenses d'investissement

Chapitre	Désignation	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalise 2019	Réalise 2020	Réalise 2021
10	Dotations, fonds divers					22 252 €
16	Emprunts et dettes assimilés	628 083 €	588 768 €	534 651 €	604 719 €	598 854 €
20	Immobilisations incorporelles	105 393 €	123 914 €	197 465 €	117 676 €	262 049 €
204	Subventions d'équipement versées	582 €		124 262 €	61 158 €	54 152 €
21	Immobilisations corporelles	314 099 €	880 466 €	1 400 624 €	2 384 355 €	1 624 558 €
23	Immobilisations en cours	8 084 €				71 744 €
26	Participations et créances					251 000 €
27	Autres immo financières				122 614 €	20 000 €
45	Comptabilité distincte rattachée		97 899 €	- €		1 449 €
020	Dépenses imprévues			- €		- €
	Dépenses réelles	1 056 241 €	1 691 048 €	2 257 002 €	3 290 523 €	2 906 059 €
001	Déficit d'investissement reporté	376 216 €				61 564 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	110 641 €	266 441 €	416 937 €	10 812 €	12 648 €
041	Opérations patrimoniales			36 890 €	11 146 €	
	Sous total	1 543 098 €	1 957 489 €	2 710 829 €	3 312 481 €	2 980 270 €
	Restes à réaliser	264 770 €	1 927 345 €	1 411 725 €	917 571 €	1 560 475 €
	Total Général	1 807 868 €	3 884 834 €	4 122 554 €	4 230 051 €	4 540 746 €

Les dépenses d'investissement de travaux (payées et en cours) sont à l'identique en volume financier par rapport à 2020 pour 3.4 M€.

AR Prefecture

047-200068948-20220202-DE_001_2022-DE
 Reçu le 04/02/2022
 Publié le 04/02/2022

2.3.4 Recettes d'investissement

Chapitre	Désignation	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalise 2019	Réalise 2020	Réalise 2021
10*	Dotations, fonds divers et réserves	949 394 €	771 102 €	473 984 €	1 099 592 €	2 287 270 €
13	Subventions d'investissement reçues	242 640 €	49 123 €	551 760 €	1 013 830 €	540 057 €
16	Emprunts et dettes assimilés	2 650 €		1 483 758 €	564 521 €	1 517 €
21	Immobilisations corporelles				66 916 €	
45	Comptabilité distincte rattachée			11 512 €		2 524 €
001	Excédent d'investissement reporté		430 389 €	135 220 €	194 408 €	
021	Virement de la section de fonctionnement			- €		
024	Produits des cessions d'immobilisations			- €		
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	778 803 €	842 095 €	224 446 €	299 280 €	271 718 €
041	Opérations patrimoniales			36 890 €	11 146 €	
	Sous total	1 973 486 €	2 092 709 €	2 917 570 €	3 249 693 €	3 103 086 €
	Restes à réaliser	95 890 €	1 507 300 €	910 593 €	1 218 563 €	1 843 728 €
	Total Général	2 069 376 €	3 600 009 €	3 828 163 €	4 468 256 €	4 946 814 €

Le chapitre 10 comporte le virement capitalisé pour 2 M€ en 2021. Il était de 600 K€ en 2020.

Le volume des subventions (encaissées et en cours) est dans la même évolution que les dépenses de travaux, mais quasi identique par rapport à 2020.

Les restes à réaliser comprennent un emprunt contracté en 2020, dont la mobilisation sera effectuée en 2022 pour 265 K€.

2.3.5 Résultats 2017- 2021

Fonctionnement	2017	2018	2019	2020	2021
resultat de l'exercice	721 509 €	1 118 378 €	1 371 814 €	1 286 855 €	1 087 700 €
report N-1	517 861 €	497 370 €	1 330 924 €	2 113 211 €	1 399 683 €
résultat cumulé	1 239 370 €	1 615 748 €	2 702 738 €	3 400 066 €	2 487 383 €

Le résultat cumulé de 2021 doit s'analyser en prenant en compte la différence de l'excédent capitalisé en 2020 et 2021 pour 1.4 M€. (600 K€ en 2020 et 2 M€ en 2021).

Investissement	2017	2018	2019	2020*	2021
resultat de l'exercice	806 604 €	-295 168 €	71 521 €	-257 195 €	184 380 €
report N-1	-376 216 €	430 389 €	135 220 €	194 408 €	-61 564 €
résultat cumulé	430 389 €	135 220 €	206 741 €	-62 787 €	122 816 €

AR Prefecture

047-200068948-20220202-DE_001_2022-DE
 Reçu le 04/02/2022
 Publié le 04/02/2022

2.4 Les orientations budgétaires pour 2022

2.4.1 Les grandes masses budgétaires prévisionnelles et principaux projets

Les prévisions budgétaires pour 2022 s'équilibrent pour 18 M€ en fonctionnement contre 16.9 M€ en 2021. Les nouveaux investissements estimés à 6,7M€ sont financés en prévision pour 12% par subventions, 7% par emprunt et le solde sur fonds propres.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
011 - Charges à caractère général	3 933 924 €	013 - Atténuations de produits	150 000 €
012 - Charges de personnel	5 317 000 €	70 - Produits des services	514 744 €
014 - Atténuations de produits	3 296 000 €	73 - Impôts et taxes	12 698 000 €
65 - Autres charges de gestion courantes	4 254 953 €	74 - Dotations et participations	2 987 907 €
66 - Charges financières	70 000 €	75 - Autres produits de gestion courante	88 570 €
67 - Charges exceptionnelles		77 Produits exceptionnels	
68 - Provisions	60 000 €		
020 - Dépenses imprévues			
Total dépenses réelles	16 931 877 €	Total recettes réelles	16 439 221 €
Amortissement	300 000 €	Reprise subventions	12 000 €
		Travaux en régie	160 000 €
Virement en investissement	866 727 €	Excédent reporté 2021	1 487 383 €
TOTAL	18 098 604 €	TOTAL	18 098 604 €
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Acquisition et travaux d'équipement (sans les RAR)	3 646 518 €	Subventions, participations	824 723 €
Travaux pour le compte des communes	725 605 €	Travaux pour le compte des communes	725 605 €
Participation à la SEM	10 000 €	FCTVA	600 000 €
Aides entreprises COVID-19	55 000 €	Emprunt	500 000 €
Remboursement capital emprunt	614 000 €	Excédent capitalisé	1 000 000 €
RAR	1 560 475 €	RAR	1 843 728 €
022 - Dépenses imprévues		024 - Produits de cession	
Total dépenses réelles	6 611 598 €	Total dépenses réelles	5 494 056 €
Reprise subventions	12 000 €	Amortissement	300 000 €
Travaux en régie	160 000 €	Virement de la section de fonctionnement	866 727 €
Déficit 2021 reporté		Excédent 2021 reporté	122 815 €
TOTAL	6 783 598 €	TOTAL	6 783 598 €

2.4.2 Les principaux travaux en 2022

3 niveaux de travail vont caractériser cette nouvelle année, 2022 sera une année de réflexion encore, une année d'amélioration des outils toujours, mais surtout une année de réalisation de bon nombre de projets.

Année de réflexion à plusieurs égards :

En matière financière, les travaux d'élaboration d'un pacte financier et fiscal (PFF), outil de gestion de la collectivité qui a pour enjeu de concilier projet de territoire et situation financière de l'ensemble des parties (communes et EPCI), dans la continuité de ce qui a été fait en 2021. Ceux-ci vont donc se poursuivre en 2022. Il consiste en l'élaboration d'un document de référence commun, sous la forme d'une charte, et comportant un certain nombre de règles. La finalité de ce document est d'obtenir une adéquation entre le projet de territoire et les ressources financières et fiscales identifiées. L'enjeu est de planifier les projets intercommunaux et communaux en identifiant les moyens financiers mobilisables, dans un objectif de péréquation et d'égalité territoriale. Il fixe enfin les relations financières entre l'intercommunalité et les communes. Rappelons que les attributions de compensation provisoire et soumises au vote chaque année lors du vote du budget, font l'objet d'une régularisation en fin d'année en fonction de ce que les communes peuvent confier à l'intercommunalité et inversement. Précisons que quelques moyens administratifs et techniques sont mutualisés, ou mis en commun, et qu'ils se traduisent par des échanges financiers entre les collectivités (RGPD, Archives, Personnels de la piscine de Nérac pour le Ludoparc par exemple...).

En matière financière toujours, le travail sur la fiscalité pour le financement de certains travaux majeurs et coûteux est important, notamment sur les digues. Compte tenu des phénomènes d'inondations répétitifs sur notre territoire, la mise en place de la taxe GEMAPI devient indispensable. Les premières ébauches travaillées en commission des finances devront être concrétisées pour une mise en place en 2023, la décision au Conseil Communautaires devra dans ce cas intervenir avant le mois de décembre 2022.

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) devra à nouveau cette année être revue. Je vous rappelle qu'elle est strictement indexée à la valeur de la dépense prise en charge par la collectivité. Si le SMICTOM a absorbé en 2021 sur ses fonds propres les augmentations pour 410 K€ (soit 291 K€ pour Albret Communauté), son exercice constate un très léger excédent de fonctionnement d'environ 6000€ en fin d'exercice, et il lui faut solliciter les participations des collectivités adhérentes en 2022. La participation pour Albret Communauté sera donc augmentée de 390 K€ en 2022, à rajouter aux 2 861 K€ versés en 2021. Cette augmentation se traduira par la progression du taux de la TEOM (11.5% en 2021). Pour information, cette augmentation est due au coût de traitement qui passerait de 150 €TTC à 164 €TTC (la hausse de TGAP 2022 étant comprise pour 8.80 € TTC la tonne), sachant que nous produisons 7125 tonnes de déchets en Albret ; au coût du tri qui passerait de 211 €TTC à 250 €TTC la tonne, le tri représentant (300 tonnes en Albret); à l'augmentation des carburants et au coût de fonctionnement du quai de transfert.

En matière d'urbanisme et de planification, si le travail sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) devrait trouver une finalité par un vote en Conseil Communautaire en Mars 2022, la réflexion sur les Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP) va être engagée dès le printemps prochain, ce qui concrétisera le travail sur les objectifs fixés dans le PADD, puis permettra de traduire ces orientations par un zonage opérationnel. Il est rappelé que le PLUI (Plan Local

d'Urbanisme Intercommunal) sans doute arrêté en 2023, devrait être approuvé en 2024. Un tel document génère une dépense totale de plus de 400 K€.

Pour ce qui est de la mobilité, le projet de convention de transfert de gestion de la voie ferrée Feugarolles – Moncrabeau - Condom devrait être finalisé d'ici le printemps 2023. Cette convention permettra d'aménager une voie verte répondant aux besoins de mobilité au quotidien mais également touristique. De même, l'aménagement de la ligne Nérac – Mézin, dès lors que le déclassement administratif sera effectif, pourra être également programmé.

En matière de transition énergétique si les projets d'installations photovoltaïques sur les premières toitures notamment, vont rentrer en phase opérationnelle ; les travaux sur les réseaux de chaleur, les énergies vertes comme le bioGNV, plus encore l'hydrogène, devraient s'accélérer dans le cadre des réflexions menées avec les actionnaires de la SEM (Société d'Economie Mixte). Le travail entamé sur la rentabilité des installations photovoltaïques sera primordial en 2022, pour que la SEM Albret trouve un premier rythme de croisière.

En matière d'habitat, le permis de louer entrera dans sa phase active avec la mairie de Nérac en avril. En matière de revitalisation des centralités le cahier des charges de l'OPAH-RU qui interviendra sur les périmètres retenus de l'Opération de Revitalisation de Territoire sera prochainement finalisé pour une mise en œuvre d'ici fin 2022.

Année d'amélioration de nos outils :

En matière de finances publiques, la M57 sera mise en place à titre expérimentale en 2022, et ce avant une obligation réglementaire en 2024. Ce qui oblige à améliorer plus rapidement notre travail de régularité sur l'actif et le passif de notre collectivité, tel que nous le précise la convention signée à ce titre avec la DGFIP. Le passage en M 57 par Albret Communauté devrait permettre d'aider les communes qui seront dans cette phase de mise en place pour 2023 et 2024.

En matière d'urbanisme, et ce depuis le 1^{er} janvier dernier, la mise en place de la plateforme de dématérialisation des demandes de certificats d'urbanisme, d'autorisations de travaux et de permis de construire devrait faciliter la procédure de traitement des demandes, et surtout, permettra aux administrés de le faire en ligne, sans se déplacer en Mairie. Les personnels de Mairie ont été formés à cet outil informatique.

Sur la communication, la première Newsletter est parue en janvier. Des vidéos animées permettront cette année aux administrés de mieux comprendre les missions de la collectivité au travers de ses compétences. Un calendrier des communiqués de presse est mis en place pour trouver une régularité de communication sur les avancées de notre collectivité.

Sur le secteur des énergies renouvelables, la SEM devrait voir ses participations augmentées, en compte courant, pour limiter l'emprunt sur les projets à réaliser (sur les toitures photovoltaïques notamment). Si les actionnaires peuvent être sollicités, d'autres entreprises ou actionnaires peuvent entrer au coup par coup.

En matière de soutien à l'économie locale, le dispositif Rebond prend le relais de l'aide MUSAE. En partenariat avec Initiatives Lot et Garonne, il permet de bonifier les prêts d'honneur consentis de 20% dans la limite de l'enveloppe annuelle de 30 000 €.

Année de réalisation de bons nombres de projets :

2022 verra l'engagement de l'Action Collective de Proximité mise en œuvre en partenariat avec le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine. En préalable, pour les entreprises artisanales et/ou commerciales qui souhaiteront s'y engager, un audit de croissance sera réalisé. Si l'audit est probant une aide à l'investissement pourra être mobilisée. Parallèlement à cette nouvelle action, un programme de formation à l'usage des outils numériques sera proposé aux entreprises. Enfin, dans la continuité de l'expérimentation réussie par la mairie de Nérac d'installation d'une boutique à l'essai, un nouveau local sera proposé dans ce même cadre voir dans celui de boutique éphémère ou partagée.

Sur les énergies renouvelables, les études pour l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture seront finalisées, et les travaux d'installation devraient démarrer pour 8 toitures de bâtiments publics, sur un potentiel de 24 lieux répertoriés.

La gestion en régie du Ludoparc entrera dans une phase d'amélioration, avec un développement d'aménagements qui devrait faire progresser notre fréquentation et donc nos recettes, pour ainsi diminuer le déficit de fonctionnement.

De la même manière, et avec l'Office de Tourisme, la seconde édition d'Albret Jazz Festival devra confirmer l'excellent retentissement obtenu en 2021, en créant de nouvelles raisons de s'y rendre, grâce à un lot de surprises dans la programmation, attirant ainsi de nouveaux publics, plus jeunes comparativement au thème musical. On devrait ainsi pouvoir élargir la zone de chalandise et donc la fréquentation. De nouveaux partenaires financiers et privés se sont déjà fait connaître. Les moyens techniques à mettre en œuvre seront mutualisés avec la Mairie de Nérac.

Pour ce qui concerne la culture, l'école de danse intercommunale fêtera ses 20 ans en juillet prochain.

Les procédures de modifications ou de révisions des PLU de Bruch, Lamontjoie, d'Andiran, de Mézin devraient être achevées cette année.

Sur la labellisation « Albret Pays d'Art et d'Histoire », les premières publications et vidéos ou photos seront réalisées cette année, pour 50 à 60 K€ environ, sachant que le crédit déjà voté en 2021 de 200K€ est en reste à réaliser de fonctionnement.

En matière de travaux sur le Patrimoine, 2022 verra la fin de la réhabilitation de l'ALSH de Barbaste. Ce bâtiment entièrement refait verra sa qualité d'accueil améliorée, et les nouvelles normes d'hygiène et de sécurité prises en compte. Ce timing impératif permettra de percevoir les aides financières obtenues à hauteur de 80% du montant des travaux (Europe et FNADT).

Sur la voirie, soit le secteur le plus important de nos dépenses d'investissement obligeant la collectivité à la mise en place et aujourd'hui à une réactualisation de son plan prévisionnel d'investissement (PPI), bons nombres de travaux sous maîtrise d'ouvrage intercommunale, sont programmés. A Feugarolles, à Vianne, à Barbaste, à Bruch, à Lavardac, à Montgaillard en Albret, à Pompiey, à Sos, à Moncaut, pour un montant total d'environ 2,3M€ dont le reste à charge déduction faite de toutes les subventions obtenues, est répartie entre les communes et l'intercommunalité. Il est rappelé que ces investissements réalisés sont possibles grâce à la mobilisation chaque année d'un crédit de 600 K€ destiné au financement de la part intercommunale dans ces travaux d'initiative communale.

Ces éléments ne constituent bien évidemment pas une liste exhaustive des actions menées par la collectivité, puisque d'importantes interventions plus sommaires et récurrentes sont maintenues.

3 Les budgets annexes

La fusion des communautés de communes, ayant conduit à la création de la communauté de communes Albret Communauté au 1^{er} janvier 2017, a généré de droit le transfert des 17 budgets annexes.

Le recours aux budgets annexes doit être mesuré au regard de la lourdeur de gestion essentiellement dues à la tenue de comptabilités distinctes, à la confection des documents et à la nécessité de leur adoption.

Il a été acté en 2019 l'optimisation de la gestion des budgets annexes en procédant à leur regroupement pas secteur d'intervention.

Au 31 décembre 2021 seuls 3 budgets annexes demeurent :

- Les zones d'activités
- Le photovoltaïque
- L'atelier relais « SABATHE »

ZONES D'ACTIVITES

Le parc actuel des zones d'activités économiques de l'Albret est composé de 17 zones :

- **14 zones d'activités économiques à vocation artisanale et commerciale**
 - ZA de Comblat à BARBASTE
 - ZA de Pécarrère à BUZET-SUR-BAÏSE
 - ZA du Caudan à CALIGNAC
 - ZA de Lacablanque à LAMONTJOIE
 - ZA de Cugnérayres à LAVARDAC
 - ZA de Lhérisson à LAVARDAC
 - ZA de Lange à MEZIN
 - ZA de Lagraouette à MONCRABEAU
 - ZA de Larqué à MONTESQUIEU
 - ZA de Labarre I à NERAC
 - ZA de Labarre II à NERAC
 - ZA de Larrousset à NERAC
 - ZA de Séguinot à NERAC
 - ZA de Lesparre-Lapuzoque à SOS
- **1 zone d'activités économiques à vocation médicale et paramédicale**
 - ZA du Pin à NERAC
- **2 zones d'activités portuaires**
 - Port fluvial de BUZET et sa halte nautique
 - Port fluvial de NERAC

1 zone d'activité d'intérêt régional sur la thématique de l'amont de l'activité agricole est en cours de déploiement. Cette TECHNOPOLE AGRINOVE est implantée à proximité du Lycée Agricole Armand

AR Prefecture

047-200068948-20220202-DE_001_2022-DE

Reçu le 04/02/2022

Publié le 04/02/2022

Fallières de NERAC. Elle est la 18ème zone que compte l'Albret, et aura une capacité à terme de 30 ha.

L'ensemble des zones, dans le cadre du PPI, va faire l'objet d'acquisition foncière, de réfection de voirie, de végétalisation, et d'un programme de relamping.

En 2022, la zone d'activité artisanale de Lamontjoie sera viabilisée (540 K€ HT de travaux), l'appel d'offres pour ces travaux d'aménagement sera publié d'ici la fin février. Les 12 lots prévus seront donc commercialisables cette année, quelques 5 entreprises ont d'ores et déjà contacté Albret Communauté.